

**REGLEMENT CONCERNANT**

**LES ELECTIONS PAR LES URNES**

**DE LA COMMUNE MUNICIPALE**

**DE SAICOURT**



Avec les modifications du 13.06.2005

## Table des matières

<b>A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>3</b>
<b>B. ELECTIONS AUX URNES .....</b>	<b>7</b>
1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	7
2. ELECTIONS SELON LE SYSTÈME MAJORITAIRE .....	9
<b>C. DISPOSITIONS FINALES.....</b>	<b>11</b>

## Règlement concernant les élections aux urnes

édicte par la commune municipale de Saicourt, conformément à l'article 3 du règlement d'organisation (RO).

### A. Dispositions générales

*Affaires soumises au vote aux urnes*

#### **Article premier**

Le règlement d'organisation définit à l'article 14 les personnes et autorités à élire par la voie des urnes.

*Droit de vote*

#### **Art. 2**

Dispose du droit de vote toute personne qui possède le droit de vote en matière cantonale et qui est domiciliée dans la commune depuis trois mois.

*Vote par correspondance*

#### **Art. 3**

Pour le vote par correspondance sont valables les mêmes dispositions que pour les votations et les élections cantonales et fédérales.

*Vote par procuration*

#### **Art. 4**

Le vote par procuration n'est pas autorisé.

*Jours d'élection*

#### **Art. 5**

<sup>1</sup> Les jours d'élection sont fixés par le conseil municipal de manière à ce qu'ils correspondent, en général, à des jours de votation ou d'élection cantonale ou fédérale.

<sup>2</sup> Si un deuxième tour de scrutin est nécessaire, il a lieu, en général, trois semaines plus tard.

*Heures d'ouverture des locaux de vote*

#### **Art. 6**

<sup>1</sup> Le local de vote, sis dans le village du Fuet, sera ouvert 10h30 à 11h30 le jour des votations ou élections (dimanche).

<sup>2</sup> Les électrices et électeurs ont la possibilité de déposer leur vote par correspondance dans la boîte aux lettres spécialement désignée au Complexe communal du Fuet jusqu'au samedi à 19.00 heures.

*Impression des bulletins de vote et des bulletins électoraux*

**Art. 7**

- <sup>1</sup> Le ou la secrétaire municipal(e) fait imprimer les bulletins électoraux.
- <sup>2</sup> Pour chaque élection, il ou elle commande pour tous les électeurs et électrices:
  - des bulletins sans impression (bulletins officiels).
  - .

*Carte de légitimation*

**Art. 8**

- <sup>1</sup> Le ou la secrétaire municipal(e) veille à ce que les cartes de légitimation parviennent aux électeurs et électrices au plus tard 10 jours avant le jour de la votation ou de l'élection. La réglementation particulière contenue à l'article 9, 1<sup>er</sup> alinéa est réservée.
- <sup>2</sup> La carte de légitimation doit contenir toutes les indications permettant d'identifier l'électeur ou l'électrice se rendant aux urnes et renseigner sur les votations et les élections auxquelles ce dernier ou cette dernière a le droit de participer.
- <sup>3</sup> Les électeurs et électrices qui sont inscrits au registre et qui n'ont pas reçu leur carte de légitimation ou qui l'ont perdue, peuvent en demander un double au préposé ou à la préposée au registre des électeurs. La demande doit être déposée au plus tard le jeudi précédent le scrutin, avant la fermeture du bureau municipal.
- <sup>4</sup> La nouvelle carte doit porter la mention « double ». Elle ne doit être délivrée à l'électeur ou l'électrice que sur présentation d'une pièce d'identité.

*Envoi du matériel de vote et d'élection*

**Art. 9**

- <sup>1</sup> Le corps électoral reçoit les bulletins électoraux au plus tard 10 jours avant le scrutin. Si un autre délai est applicable à un scrutin fédéral ou cantonal ayant lieu le même jour, ce délai vaut également pour l'envoi du matériel de vote et d'élection communal.
- <sup>2</sup> En cas de ballottage, tous les documents électoraux doivent être envoyés au plus tard cinq jours avant le second tour de scrutin.

*Tirage des bulletins de vote et des bulletins électoraux*

**Art. 10**

Le corps électoral doit pouvoir disposer de bulletins électoraux officiels vierges en suffisance dans le local de vote. Il n'est pas permis de distribuer, de mettre à disposition, d'afficher ni de remplir d'autres bulletins, propositions ou listes.

*Bureau électoral*

**Art. 11**

<sup>1</sup> Le conseil municipal élit le bureau électoral et son président ou sa présidente pour chaque élection communale ou votation et élection fédérale et cantonale. Le bureau électoral est composé d'au minimum 6 électeurs et électrices, président compris.

<sup>2</sup> Pour les élections et les votations importantes, le conseil municipal peut élargir le bureau électoral.

<sup>3</sup> Les noms de ses membres doivent être publiés dans la Feuille officielle d'avis, à défaut dans la Feuille officielle du Jura bernois, et aux lanternes communales des trois villages (Saicourt, le Fuet, Bellelay).

*Instruction*

**Art. 12**

Le conseil municipal peut convoquer les membres du bureau électoral à une séance d'instruction avant le jour du scrutin.

*Tâches*

**Art. 13**

<sup>1</sup> Les membres du bureau électoral se réunissent sur invitation écrite du conseil municipal dans les locaux de vote avant le début du service.

<sup>2</sup> Le président ou la présidente du bureau électoral porte à la connaissance des membres les dispositions légales, règle le service des urnes et, en cas d'égalité des suffrages à une élection, procède au tirage au sort.

<sup>3</sup> Le bureau électoral maintient l'ordre et la tranquillité dans le local de vote. Il veille à ce que les électeurs et les électrices puissent remplir leur bulletin sans être influencés ni dérangés.

*Nullité du scrutin*

**Art. 14**

<sup>1</sup> Après la clôture du scrutin, le bureau électoral commence par compter le nombre des cartes de légitimation et le nombre des bulletins de vote ou des bulletins électoraux timbrés rentrés.

<sup>2</sup> Lorsque le nombre des bulletins timbrés dépasse celui des cartes de légitimation, le scrutin est nul. Le bureau électoral inscrit ce résultat dans le procès-verbal et le communique sans délai au maire ou à la mairesse. Les cartes de légitimation et les bulletins sont alors placés sous scellés ou plombés et gardés en lieu sûr.

*Répétition du scrutin*

<sup>3</sup> Dans ce cas, le conseil municipal fixe un nouveau scrutin. S'il s'agit d'une élection, aucune nouvelle liste de candidats et candidates ne peut être déposée. Les listes et les candidatures existantes restent valables.

*Validité du scrutin*

<sup>4</sup> Lorsque le nombre des bulletins timbrés ne dépasse pas celui des cartes de légitimation rentrées, le scrutin est valable; le bureau électoral communique ce résultat conformément aux dispositions suivantes.

<i>Détermination des résultats</i>	<b>Art. 15</b> Les résultats du scrutin sont déterminés par l'ensemble du bureau électoral. A cet effet, il se réunit le jour du scrutin, immédiatement après la clôture de celui-ci, dans un local approprié et procède au dépouillement aussi rapidement que possible.
<i>Affichage des résultats</i>	<b>Art. 16</b> <sup>1</sup> Le ou la secrétaire municipal(e) doit afficher immédiatement dans le local de vote les résultats de chaque scrutin.
<i>Validation</i>	<sup>2</sup> Le conseil municipal valide les résultats du scrutin communal - s'il n'y a aucun vice à éliminer, - si aucune incompatibilité n'a été constatée suite à l'élection, - si le délai de recours est échu sans avoir été utilisé ou si la décision sur un éventuel recours a acquis force de chose jugée.  <sup>3</sup> Les résultats validés sont publiés dans la Feuille officielle d'avis, à défaut dans la Feuille officielle du Jura bernois.
<i>Avis d'élection</i>	<sup>4</sup> Le conseil municipal envoie un avis d'élection aux élus.
<i>Procédure en cas d'irrégularités</i>	<b>Art. 17</b> <sup>1</sup> Tout membre du bureau électoral ou trois électeurs et électrices peuvent demander au plus tard trois jours après le scrutin le réexamen des bulletins électoraux, en adressant une requête motivée au conseil municipal.  <sup>2</sup> S'il s'avère que la demande de réexamen est justifiée, l'administration communale y procède.  <sup>3</sup> Le conseil municipal prend de son propre chef des mesures lorsqu'il a connaissance d'irrégularités survenues lors d'un scrutin.  <sup>4</sup> Il prend les dispositions adéquates pour éliminer les vices constatés, si possible avant la clôture du scrutin.
<i>Procès-verbal du scrutin</i>	<b>Art. 18</b> <sup>1</sup> Le bureau électoral établit un procès-verbal pour chaque scrutin.  <sup>2</sup> Le procès-verbal doit contenir: – la date et l'objet du scrutin, – le nombre d'électeurs et électrices inscrits dans le registre des électeurs, – le nombre de cartes de légitimation rentrées, – la participation au scrutin, – le nombre de bulletins blancs et de bulletins nuls, – le nombre de bulletins valables entrant en ligne de compte, – les éventuelles remarques du bureau électoral. – le nombre de suffrages obtenus par chaque candidat et candidate, – la majorité absolue au premier tour, – le nom des personnes élues.

*Conservation du matériel de vote et du matériel électoral*

**Art. 19**

<sup>1</sup> Le matériel est trié, mis en paquet, placé sous scellé ou plombé et conservé en lieu sûr avec un double du procès-verbal. Il sert de preuve en cas de procédure de recours en matière communale ou de nouveau comptage officiel.

<sup>2</sup> Dès que le délai de recours est écoulé sans avoir été utilisé ou que les éventuels recours ont été jugés définitivement, le ou la secrétaire municipal(e) détruit le matériel.

*Recours en matière communale*

**Art. 20**

<sup>1</sup> Le recours en matière communale relatif à des élections doit être déposé auprès du préfet ou de la préfète dans un délai de dix jours, tous les autres recours dans un délai de 30 jours.

<sup>2</sup> Le délai commence à courir, pour les élections, le jour suivant le scrutin.

## **B. Elections aux urnes**

### **1. Dispositions générales**

*Echéance électorale*

**Art. 21**

<sup>1</sup> Les élections générales de renouvellement des autorités communales ont lieu tous les quatre ans, pendant le dernier trimestre.

*Cercle électoral*

<sup>2</sup> La commune forme un cercle électoral.

*Annonce des élections*

<sup>3</sup> Le conseil municipal annonce les élections au moins huit semaines avant le jour du scrutin dans la Feuille officielle d'avis, à défaut, dans la Feuille officielle du Jura bernois ainsi qu'aux lanternes communales des trois villages. Il publie en même temps le délai pour le dépôt des listes de candidats et candidates.

*Listes de candidats et candidates*

**Art. 22**

<sup>1</sup> Les listes de candidats et candidates peuvent être déposées auprès du secrétariat communal jusqu'au 37<sup>ème</sup> jour précédant le scrutin (vendredi à 16h).

<sup>2</sup> Chaque liste de candidats et candidates doit être signée par au moins dix électeurs et électrices. Les candidats et candidates ne sont pas autorisés à signer la liste sur laquelle ils et elles se trouvent.

<sup>3</sup> Les électeurs et électrices ne peuvent pas signer plus qu'une liste de candidats et candidates pour la même fonction. Ils et elles ne peuvent pas non plus retirer leur signature après le dépôt de la liste.

*Motifs d'élimination*

**Art. 23**

<sup>1</sup> Les candidats et candidates ne peuvent figurer sur plus d'une liste pour une même autorité.

<sup>2</sup> S'ils ou elles figurent sur plusieurs listes, le ou la secrétaire municipal(e) les invite à se décider pour l'une d'elles jusqu'au 32<sup>ème</sup> jour avant le scrutin (mercredi, à 12h). Ils ou elles seront biffés sur les autres.

<sup>3</sup> Si, durant ce délai, leur choix n'a pas été indiqué, ils ou elles seront biffés de toutes les listes de candidats et candidates.

*Contenu des listes de candidats et candidates*

**Art. 24**

<sup>1</sup> Les listes de candidats et candidates doivent contenir le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession et l'adresse ainsi que l'accord signé des candidats et candidates.

<sup>2</sup> Une liste de candidats et candidates ne doit pas contenir plus de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir.

*Représentant*

**Art. 25**

Les premiers ou premières signataires de la liste ou, s'ils ou elles sont empêchés, les deuxièmes ont le statut de mandataires auprès des organes communaux. Les mandataires ont le droit et l'obligation de donner toutes les indications nécessaires à la mise au point de leur liste.

*Examen des listes de candidats et candidates*

**Art. 26**

<sup>1</sup> Le ou la secrétaire municipal(e) examine chaque liste de candidats et candidates au moment de son dépôt et rend attentive la personne venue la déposer sur les éventuels vices s'y trouvant.

<sup>2</sup> Si des défauts sont découverts par la suite, ils doivent être communiqués immédiatement au ou à la mandataire de la liste. Les défauts peuvent être éliminés jusqu'au moment indiqué à l'article 23, 2<sup>ème</sup> alinéa. Passé ce délai, les listes ne peuvent plus être modifiées.

<sup>3</sup> Si les mandataires ne veulent pas reconnaître les défauts, c'est le conseil municipal qui tranche sans délai.

*Manque de candidatures* **Art. 27**

<sup>1</sup> Lorsqu'aucune liste de candidats et candidates n'a été déposée ou qu'il n'y a pas assez de candidatures, les électeurs et électrices peuvent voter pour n'importe quelle personne éligible pour tous les sièges qui ne sont pas déjà pourvus par une élection tacite. Sont élues les personnes qui recueillent le plus de voix. En cas d'égalité des voix, il sera procédé à un tirage au sort.

<sup>2</sup> Le ou la secrétaire municipal(e) doit annoncer dans la feuille officielle d'avis ou, à défaut, dans la Feuille officielle du Jura bernois, au moins trois semaines avant le jour du scrutin qu'il manque des candidatures valables et indiquer aux électeurs et électrices la possibilité de vote mentionnée au 1<sup>er</sup> alinéa.

## **2. Elections selon le système majoritaire**

*Listes de candidats et candidates* **Art. 28**

<sup>1</sup> Le ou la secrétaire municipal(e) numérote les listes de candidats et candidates dans l'ordre de leur dépôt.

*Publication*

<sup>2</sup> Il ou elle publie les listes sous leur forme définitive sans les noms des signataires. La publication a lieu dans la Feuille officielle d'avis, à défaut dans la Feuille officielle du Jura bernois, et aux lanternes communales des trois villages au moins trois semaines avant le jour du scrutin.

*Façon de remplir le bulletin électoral* **Art. 29**

<sup>1</sup> On ne peut voter que pour les candidats et candidates dont le nom figure sur une liste valable.

<sup>2</sup> Le bulletin officiel peut également être glissé blanc dans l'urne.

<sup>3</sup> Le cumul n'est pas autorisé.

*Nullité des bulletins électoraux* **Art. 30**

<sup>1</sup> Les bulletins électoraux qui ne sont pas timbrés par le bureau électoral ne sont pas pris en considération.

<sup>2</sup> Les bulletins électoraux timbrés sont nuls:

- s'ils ne proviennent pas du jeu de bulletins officiels et non officiels établi par l'administration communale,
- s'ils ne contiennent aucun nom de candidat ou candidate,
- s'ils sont remplis ou modifiés autrement qu'à la main ou par une autre personne que l'électeur ou l'électrice,
- s'ils n'expriment pas clairement la volonté de l'électeur ou de l'électrice,
- s'ils contiennent des remarques portant atteinte à l'honneur ou sont marqués de signes.

<sup>3</sup> Sont réservés les motifs de nullité propres au vote par correspondance.

<i>Nullité des noms</i>	<b>Art. 31</b> <sup>1</sup> Les noms qui ne figurent sur aucune liste sont nuls et sont de ce fait biffés.  <sup>2</sup> Lorsque le nom d'un candidat ou d'une candidate est inscrit plus d'une fois sur un bulletin, le surnuméraire sera biffé.
<i>Noms en surnombre</i>	<b>Art. 32</b> <sup>1</sup> Lorsque, après élimination, conformément à l'article 31, des éventuels noms cumulés, un bulletin comprend plus de noms que de sièges à pourvoir, les noms en surnombre seront biffés.  <sup>2</sup> On commencera par biffer les noms inscrits en bas à droite du bulletin. On biffera d'abord les noms imprimés.
<i>Premier tour de scrutin</i>	<b>Art. 33</b> <sup>1</sup> A l'issue du premier tour de scrutin, sont élus les candidats et candidates qui ont obtenu la majorité absolue.
<i>Majorité absolue</i>	<sup>2</sup> Le nombre total de suffrages valables doit être divisé par le double du nombre total de sièges à pourvoir, le nombre entier immédiatement supérieur à ce résultat représente la majorité absolue.  <sup>3</sup> La majorité absolue est calculée séparément pour chaque autorité ou siège à pourvoir.  <sup>4</sup> Lorsque trop de candidats ou candidates obtiennent la majorité absolue, sont élus ceux qui comptabilisent le nombre le plus élevé de voix.
<i>Deuxième tour de scrutin</i>	<b>Art. 34</b> <sup>1</sup> Lorsqu'un nombre insuffisant de candidats et candidates a obtenu la majorité absolue au premier tour, le conseil municipal ordonne un deuxième tour.  <sup>2</sup> Le nombre de candidats et candidates qui peuvent se représenter au deuxième tour équivaut au double du nombre de sièges qui restent à pourvoir. Les candidats et candidates qui ont obtenu le plus de suffrages au premier tour sont prioritaires.
<i>Majorité relative</i>	<sup>3</sup> Sont élus les candidats et candidates qui obtiennent le plus grand nombre de voix.
<i>Tirage au sort</i>	<b>Art. 35</b> En cas d'égalité des voix, on procède à un tirage au sort.

*Election tacite*

**Art. 36**

Lorsque le nombre des candidats et candidates se trouve être égal au nombre de sièges à pourvoir, le conseil municipal proclame élus tacitement tous les candidats et candidates. L'élection tacite doit être publiée dans la feuille officielle d'avis, à défaut dans la Feuille officielle du Jura bernois suivante.

*Election complémentaire* **Art. 37**

<sup>1</sup>Lorsqu'un siège devient vacant avant le terme du mandat, on procède à une élection complémentaire conformément aux dispositions ci-dessus afin que le siège soit pourvu jusqu'à la fin du mandat.

<sup>2</sup> Les signataires de la liste concernée sont priés par le ou la secrétaire communal(e) de présenter dans les dix jours au conseil communal autant de candidatures qu'il y a encore de sièges à disposition de la liste.

<sup>3</sup>Ces candidatures doivent obtenir le soutien d'au moins deux des signataires de la première liste. Après la mise au point des candidatures, ces candidats et candidates sont déclarés élus tacitement par le conseil communal.

<sup>4</sup>Lorsque les signataires ne font pas usage de ce droit de présentation ou s'ils ou elles ne parviennent pas à un accord, le conseil ordonne un scrutin public conformément aux prescriptions de l'article 27.

*Représentation des minorités*

**Art. 38** Les dispositions concernant la représentation des minorités demeurent réservées (art. 38 ss de la loi sur les communes).

## **C. Dispositions finales**

*Prescriptions complémentaires*

**Art. 39**

Les prescriptions cantonales en matière de votations et d'élections, le cas échéant les prescriptions fédérales, sont applicables par analogie aux questions non traitées par le présent règlement.

*Amendes*

**Art. 40**

<sup>1</sup> Les personnes qui contreviennent aux dispositions du présent règlement ainsi qu'aux décisions des organes communaux qui en découlent sont passibles d'une amende d'au maximum 5000 francs, pour autant que des dispositions pénales fédérales ou cantonales ou des mesures disciplinaires ne soient applicables.

<sup>2</sup> Le conseil municipal prononce les amendes selon les dispositions de la législation cantonale sur les communes.

*Disposition transitoire*

**Art. 41**

Les personnes élues par les urnes, dont la période de fonction se termine au 31 décembre 2001 verront leur mandat prolongé de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2003.

*Entrée en vigueur*

**Art. 42**

<sup>1</sup> Le présent règlement entrera en vigueur après son approbation par l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire du canton de Berne.

<sup>2</sup> Il abroge toutes les prescriptions qui lui sont contraires, en particulier celles contenues dans le règlement d'organisation du 9 août 1976.



Adopté par l'assemblée communale du 13 décembre 1999.

Au nom de l'assemblée communale:

Le président

La secrétaire

U. Röthlisberger

P. Paroz

Certificat de dépôt public

La secrétaire municipale a déposé publiquement le présent règlement au secrétariat communal 30 jours avant l'assemblée communale du 13 décembre 1999. Le dépôt public a été publié dans la feuille officielle du Jura bernois n°85 du 6 novembre 1999 .

Le Fuet, le 5 mars 2000

La secrétaire communale

P. Paroz